

Lignes destructrices

Dans un document d'une dizaine de pages intitulé « Lignes Directrices de la DGFIP » ou plutôt « Lignes Destructrices de la DGFIP », Bruno PARENT nous livre, sans fard, sa vision de notre administration et les évolutions vers lesquelles elle doit tendre. Oscillant entre grandiloquence et propos lénifiants, provocations et cynisme, ce document consacre bien de nouveaux reculs pour les agents de la DGFIP et porte déjà en germe le démantèlement orchestré de notre statut.

Evoluer pour mieux servir ?

La retenue à la source, le tout numérique, ne sont pas les évolutions et simplifications attendues par les usagers. En effet, notre public a besoin d'un contact humain : les télé-procédures ne doivent être qu'un canal de communication parmi les autres, sans que celui-ci devienne l'unique et l'incontournable.

**La force de tous
les agents de la DGFIP**

Toutes nos missions sont importantes et doivent continuer à être exercées par notre administration. Elles sont toutes par essence, de nature régaliennne et seule la fonction publique peut en garantir une exécution juste et équitable conformément à la Constitution. Solidaires Finances Publiques condamne les projets d'externalisation de certaines de nos missions à des sociétés privées. Comme l'écrivait Jean JAURES : « Et l'on dit que ce que l'État fait directement lui coûte cher ! C'est possible : mais ce qu'il fait faire le ruine, l'asservit et le corrompt ».

Evoluer pour mieux vivre ?

Pour Solidaires Finances Publiques, évoluer ce n'est pas régresser. Or, nous devons faire face aux attaques sur nos règles de gestions (demain tous ALD), sur nos régimes indemnitaires (PPCR et RIFSEEP), ...

Mieux vivre, ce serait ajuster l'emploi à nos missions et non nos missions à l'emploi.

Mieux vivre, ce serait mettre en place une véritable politique de prévention des risques Psycho-sociaux.

Mieux vivre, ce serait avoir des budgets permettant d'entretenir et rénover nos bâtiments.

Mieux vivre, ce serait donner les moyens matériels quotidiens aux agents pour assurer leurs missions.

Conditions de Travail : "tout va pour le mieux, dans le meilleur des mondes" ?

Tableau de Bord de Veille Sociale 2015

Le TBVS a été présenté aux organisations syndicales lors du CTL du 9 juin 2016. La Direction constate « une dégradation des éléments de contexte chiffrés », mais précise que l'examen de ce document n'a « pas mis en évidence de situations à risques majeurs ». Bref, à en croire notre directeur, chaque année qui passe, avec son lot de suppressions d'emplois, voit s'accroître les difficultés des agents, leur malaise... mais l'os n'est pas atteint...



Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels 2015

Sur l'ensemble des services et sites répertoriés (au total 42 entités), 28 réunions de service se sont tenues, dont seulement 9 en présence de l'Assistant de Prévention (alors que le CHSCT en avait fait une priorité). Au total, 33 questionnaires ont été remplis et transmis à l'Assistant de Prévention. Visiblement, tout le monde ne se sent pas concerné par le recensement des risques professionnels. Manque de temps, mise en doute de l'utilité de la démarche, pas envie... Le résultat de cette absence d'implication se traduit ainsi : « en 2015, les résultats du recensement signalent une inversion des tendances avec une diminution sensible des Risques Psycho-Sociaux (RPS) et une nette augmentation des risques recensés liés à l'environnement direct et matériel de travail ». Pour le plus grand soulagement de la direction, la charge de travail, la pression temporelle, les indicateurs, l'organisation du travail ne semblent plus être les problématiques prioritaires pour les agents. Souffrir, oui ! Mais bien assis, avec un bon écran et dans des locaux sûrs et propres. Voilà ce que conclue la Direction des remontées du DUERP.

Réagissons !

Vous êtes un grand nombre à nous dire votre fatigue, votre écoeurément face au sabordage de notre administration... certains en concluant attendre impatiemment la retraite. Ne nous résignons pas ! Ne laissons pas le navire couler sans réagir ! La mobilisation des Pyrénées-Orientales doit être un exemple : il n'est nul besoin d'attendre une grève nationale, un mot d'ordre venant d'en haut, pour décréter qu'il suffit, que nous en avons assez d'encaisser en silence. Osez dire votre ras-le-bol aux directeurs quand vous les voyez, exprimez-le à vos chefs de service, écrivez-le dans le Registre Santé et Sécurité ou dans les fiches de signalement. Solidaires Finances Publiques est là, à votre écoute. En tant que représentants des personnels, nous témoignons de votre angoisse, de votre malaise, de votre colère. Mais c'est à vous qu'il appartient de donner du poids à nos mots en vous exprimant vous aussi, directement, par tous moyens. C'est comme cela qu'un témoignage se transforme en vérité incontestable.

Disons STOP tous ensemble !

Programme Annuel de Prévention 2016

Puisqu'il découle du DUERP 2015, c'est tout naturellement que le PAP donne la priorité aux problèmes matériels... mais avec un budget très contraint. Pas de miracle à attendre, donc... il va falloir continuer à encaisser sans être mieux assis, et dans des locaux qui se délabrent, faute d'entretien régulier.



30ème Congrès de Solidaires Finances Publiques

Du 13 au 16 juin, s'est déroulé à LORIENT le 30ème Congrès National de Solidaires Finances Publiques. Notre section était représentée par 3 délégués : Marie-Thérèse LAFON, Jérôme KASZYNSKI et Nicolas CALVEL.

Une nouvelle fois, ce temps privilégié a été l'occasion de définir les orientations de notre syndicat pour les deux prochaines années. De nombreux débats, dans 4 commissions, ont permis d'approfondir les réflexions sur « Les défis d'une société Solidaires et du vivre ensemble », « La réorganisation de l'Etat au péril du Service Public », « Administration électronique, missions, organisation du travail et doctrine d'emplois » et « Fonction Publique de carrière ou Fonction Publique d'emploi ».

Vous trouverez dans L'Unité spécial "journal après congrès" les résolutions adoptées en congrès sur ces 4 thèmes.

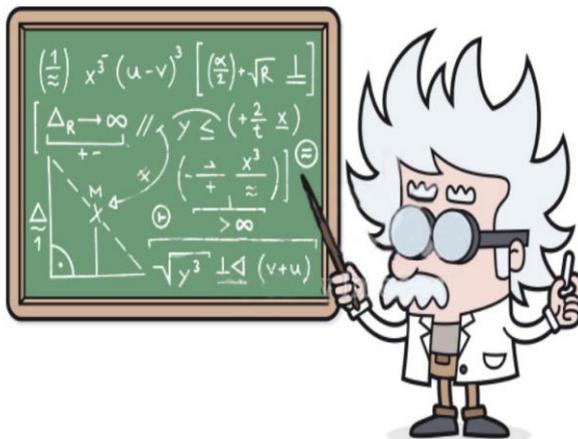
Le mardi 14 juin, nous avons suspendu les travaux du congrès et l'ensemble des congressistes a participé au rassemblement organisé à LORIENT, contre la « loi Travail ». Cet apport de près de 500 manifestants supplémentaires a légèrement perturbé les autorités locales, visiblement pas habituées à autant de monde devant la sous-préfecture.



Qui a dit ?

" L'absence de suppression d'emplois dans un service équivaut, pour moi, à une création "

Il s'agit là d'une déclaration en Comité Technique de notre Directeur, M. QUINTIN. Comprenez qui pourra... Disons-le tout de suite, son départ nous attriste profondément, car nous risquons de manquer de citations pour nos prochaines rubriques du Dialogue social pour les nuls !



L'expression de **Solidaires** 81

SOLIDAIRES TARN dans la lutte contre la loi Travail

Depuis février, les travailleurs doivent se battre contre une nouvelle attaque sur le Code du Travail. En effet, le gouvernement a décidé de raboter le Code du Travail pour le plus grand plaisir du MEDEF. Cette loi donnerait la possibilité aux patrons de faire travailler leurs salariés 12h/jour, de licencier pour motif personnel, de plafonner les indemnités prud'homales... et encore, ce n'est que la partie visible de l'iceberg.

Depuis des années, nous n'avions pas vu un mouvement de contestation perdurer aussi longtemps et sous des formes aussi diverses.

Dès le départ une pétition en ligne a recueilli rapidement 1 million de signatures. Dans le même temps, un collectif de « youtubeurs » lance une vidéo « On vaut mieux que ça ». Le chapelet de manifestations pouvait commencer : 500 000 personnes le 9 mars, 900 000 le 17 mars, pour finir à 1,3 millions le 14 juin. À cette date là, et selon la police, il y avait plus de 2 500 personnes dans les rues d'Albi. En parallèle, des citoyens, souhaitant se réapproprier la parole publique, lancent le mouvement « Nuit debout ».

Sur Albi, SOLIDAIRES a été un acteur de l'intersyndicale : toujours prêt à proposer de nouvelles formes d'action, afin de maintenir la motivation des salariés. Du chamboule-tout ministériel, au pique-nique devant la préfecture, en passant par l'envahissement du Conseil Départemental, SOLIDAIRES TARN a voulu mettre les élus socialistes devant leur responsabilité.

SOLIDAIRES renouvelle son appel pour une lutte du public et du privé contre la loi Travail. Le rapport Laurent sur le temps de travail dans la Fonction Publique, le rapport sur le télétravail dans la Fonction Publique, ou encore les « Lignes destructrices » de Bruno Parent à la DGFIP sont autant de liens entre cette loi et le devenir des fonctionnaires.

Défendons nos trésoreries : mobilisation à St-Amans-Soult

Le 27 mai 2016, un rassemblement et une conférence de presse ont eu lieu devant la Trésorerie de St-Amans-Soult. Solidaires Finances Publiques était aux côtés des habitants et des élus locaux pour dire une nouvelle fois NON à la fermeture de la trésorerie.

Les habitants ont ainsi pu témoigner de leur attachement à ce service public de proximité, les élus ont rappelé toute la nécessité de conserver celui-ci afin de lutter contre la désertification rurale et Solidaires Finances Publiques a fait part de la volonté de tous les collègues de pouvoir continuer à exercer leurs missions au plus près des usagers.

Le Maire de St-Amans-Soult a écrit au ministre pour lui dire son opposition au projet et lui demander d'empêcher cette fermeture.

